

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.281/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 14 avril 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "supprimant l'obligation de production d'une copie certifiée conforme dans les arrêtés royaux dont l'exécution relève de la compétence du Ministre de l'Intérieur", a donné le 10 mai 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préliminaire

L'article 508, § 4, de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 habilite le Roi à "(...) abroger toute disposition légale et réglementaire qui oblige la remise d'une copie certifiée conforme aux services, établissements et personnes morales mentionnées dans le § 1^{er} et [à] la remplac[er] par une disposition qui reprend le contenu des §§ 1^{er} à 3", et ce "dans un délai de 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition", soit dans un délai de 24 mois suivant le 31 mars 2004 ⁽¹⁾.

Bien que le délai de 24 mois soit écoulé, le Roi conserve la possibilité de modifier des arrêtés royaux. En effet, le délai prévu à l'article 508, § 4, précité, ne peut que concerner la possibilité donnée au Roi de modifier des dispositions légales. Le législateur ne pourrait, en effet, interdire au Roi de modifier des arrêtés royaux passé un certain délai.

Observations générales

1. L'article 508, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 dispose que

"Toutes les dispositions légales ou réglementaires de présenter un document certifié conforme aux Services publics fédéraux, aux Services publics fédéraux de programmation, aux établissements publics qui en dépendent, aux organismes fédéraux d'intérêt public et aux personnes morales fédérales de droit public, sont remplies par la remise d'une copie du document original."

⁽¹⁾ Puisque, en vertu de son paragraphe 5, l'article 508 de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003, est entré en vigueur le 31 mars 2004.

Les paragraphes 1^{er} et 2 de ce même article organisent par ailleurs la procédure à suivre par les autorités concernées en cas de doute légitime sur l'authenticité de la copie du document original : interpellation directe de celui qui a délivré le document original; le cas échéant, invitation adressée à la personne concernée par le document original de produire cet original; suspension de la procédure dans l'attente de la remise de ce document original.

Ainsi conçue, la nouvelle procédure de "simplification administrative" organisée par l'article 508 de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 n'a manifestement pas pour vocation de s'appliquer aux règles spécifiques de procédure fixées par les divers arrêtés royaux déterminant les procédures à suivre en cas de recours devant la section d'administration du Conseil d'État ⁽²⁾, dans la mesure où ces règles spécifiques prévoient la production d'un certain nombre de copies "certifiées conformes" de la requête, du mémoire, de la note d'observations ou de toute autre pièce de procédure devant la section d'administration du Conseil d'État ⁽³⁾.

⁽²⁾ Pas plus qu'elle n'a vocation à s'appliquer aux règles spécifiques de procédure à suivre devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire ou devant la Cour d'arbitrage (voir, notamment, l'article 83 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage qui impose de joindre à toute requête ou à tout mémoire déposé devant la Cour d'arbitrage dix copies certifiées conformes par le signataire de la requête ou du mémoire).

⁽³⁾ Même si certains règlements particuliers de procédure se réfèrent à la notion de "copies certifiées conformes", il n'en reste pas moins que cette exigence doit être comprise en ce sens que c'est au signataire de la requête, du mémoire, de la note d'observations ou de toute autre pièce de procédure qu'il incombe de "certifier conforme à l'original" chaque copie qu'il dépose en application du règlement de procédure qui lui est applicable. Cette précision est d'ailleurs expressément apportée par l'article 85 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État (voir également l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté royal du 5 février 1993 portant diverses dispositions d'exécution de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire). Cette règle spécifique de procédure est donc totalement étrangère à la notion de "certification conforme" visée à l'article 508 de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003, dans le sens où celle-ci peut être définie comme "étant l'acte par lequel un sceau officiel ou une marque officielle est apposée sur la copie d'un document original, en conférant ainsi à ladite copie la même valeur que l'original"(Doc. parl., Chambre, DOC 51 0473/025, p. 15).

Rien dans les travaux préparatoires de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 ne permet en effet de considérer que telle a été l'intention du législateur ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾. Il en va d'autant plus ainsi que la procédure organisée par l'article 508, §§ 1^{er} et 2, de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 aurait dû, dans ce cas, être adoptée selon la procédure bicamérale parfaite de l'article 77 de la Constitution, du fait même qu'elle avait pour effet de venir compléter les lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Il s'ensuit que l'article 508, § 1^{er}, de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 n'a pas eu pour effet d'abroger implicitement les règles spécifiques de procédure devant la section d'administration du Conseil d'État qui prévoient la production d'un certain nombre de copies "certifiées conformes", par le signataire du document original, de la requête, du mémoire, de la note d'observations ou de toute autre pièce de procédure. Il n'y a dès lors pas lieu de modifier, sur la base de cette disposition, l'arrêté royal du 28 octobre 1994 visé à l'article 4 du projet d'arrêté. Cet article doit en conséquence être omis.

S'il entrait par ailleurs dans les intentions de l'auteur du projet d'arrêté de vouloir supprimer, dans le cadre de la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État, la nécessité pour le signataire de devoir certifier conformes les copies qu'il doit déposer, c'est alors l'ensemble des arrêts royaux de procédure qui devraient être modifiés, en se fondant sur les habilitations légales spécifiquement prévues en la matière, soit par les lois coordonnées sur le Conseil d'État, soit par des lois particulières.

⁽⁴⁾ Selon le passage de l'exposé des motifs consacré à l'article 442, en projet, devenu l'article 508 de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003, l'intention du législateur a clairement été de prévoir "la suppression définitive pour les autorités fédérales de l'obligation de faire appel à une administration communale pour faire certifier des documents comme étant conformes (...). Grâce à cette suppression, 660.000 déplacements vers les maisons communales belges disparaîtront par an" (Doc. parl., Chambre, DOC 51 0473/001 - 0474/001, p. 237).

⁽⁵⁾ Raison pour laquelle aucune observation particulière n'a été formulée sur ce point par la section de législation du Conseil d'État dans son avis 36.080/1/2/3/4, donné les 7 et 12 novembre 2003, sur l'avant-projet devenu la loi-programme (I) du 22 décembre 2003 (Doc. parl., Chambre, DOC 51 0473/001 - 0474/001).

2. Selon son intitulé, le projet d'arrêté tend à modifier l'ensemble des arrêtés royaux ⁽⁶⁾ dont l'exécution relève de la compétence du Ministre de l'Intérieur et qui prévoient actuellement l'obligation de production d'une copie certifiée conforme par l'administration communale.

Compte tenu de l'observation générale 1, cela ne concernerait que les deux arrêtés royaux visés aux articles 2 et 3 de l'arrêté en projet.

Il convient que l'auteur du projet d'arrêté s'assure que sont ainsi modifiés l'ensemble des arrêtés royaux qui relèvent de sa compétence, contrôle auquel le Conseil d'État n'a pas été en mesure de procéder dans le délai qui lui a été imparti.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de viser l'article 508 de la loi-programme (I) du 22 décembre 2003, pour la raison indiquée dans l'observation préliminaire. En revanche, il y a lieu de mentionner, dans le préambule, les dispositions légales qui constituent le fondement des arrêtés royaux modifiés.

2. À l'alinéa 2, il y a lieu de préciser que l'article 18 a été remplacé par l'arrêté royal du 8 novembre 1988.

3. Compte tenu de l'observation générale 1, l'alinéa 4 doit être omis.

⁽⁶⁾ "Les" arrêtés royaux dont (...).

DispositifArticle 1^{er}

L'article 1^{er} est identique aux paragraphes 1^{er} à 3 de l'article 508 de la loi-programme du 28 décembre 2003.

Il doit, dès lors, être omis.

En effet, il ne peut être admis qu'une même règle se trouve à la fois dans une loi et dans un arrêté royal. Une telle façon de procéder permettrait de modifier implicitement la loi en modifiant l'arrêté royal, ce qui ne peut être admis.

Par ailleurs, le paragraphe 4 de l'article 508, précité, ne trouve plus à s'appliquer pour la raison indiquée dans l'observation préliminaire.

Il est donc suffisant de remplacer, dans les différents arrêtés royaux, l'exigence de la remise d'une copie certifiée conforme par l'exigence de la remise d'une copie simple, comme l'a fait observer la section de législation du Conseil d'État dans l'avis 39.381/4 donné, le 7 décembre 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 mars 2006 supprimant l'obligation de production d'une copie certifiée conforme dans les arrêtés royaux ressortissant à la compétence du domaine de la mobilité et du transport en ces termes :

"(...) l'article 508 précité trouve directement à s'appliquer en cas de doute sur la valeur probante du document remis. L'application horizontale des dispositions des paragraphes 1^{er} à 3 de l'article 508 précité ne fait aucun doute et ne rend plus nécessaire leur reproduction dans les arrêtés qui ont été modifiés conformément à l'intention claire du législateur ⁽⁷⁾ sans que l'omission de leur reproduction, pourtant prévue dans le paragraphe 4 du même article, ne puisse être interprétée comme une dispense de l'exécution de la loi, une fois que les modifications ont été apportées aux arrêtés".

⁽⁷⁾ Voir Doc. parl., Chambre, 2003-2004, n° 51-0473/001, pp. 237 à 240, spéc. 239.

Article 2

Il y a lieu d'écrire, dans la version française :

"Dans l'article 18, § 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1987 portant exécution des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, remplacé par l'arrêté royal du 8 novembre 1988, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au 2°, les mots "certifiée conforme à l'original" sont supprimés;
- 2° au 3°, les mots "certifiée conforme à l'original" sont supprimés."

Article 3

Dans la version française, ce sont les mots "photocopie certifiée conforme" (et non "copie certifiée conforme") qui doivent être remplacés.

Article 4

Il est renvoyé à l'observation générale 1. Cet article doit en conséquence être omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.281/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 april 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot afschaffing van de verplichting tot het voorleggen van een eensluidend verklaard afschrift in de koninklijke besluiten behorende tot het beleidsdomein van de Minister van Binnenlandse Zaken", heeft op 10 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Artikel 508, § 4, van de programmawet (I) van 22 december 2003 machtigt de Koning om binnen een termijn van 24 maanden na 31 maart 2004 ⁽¹⁾ "(...) elke wettelijke of reglementaire bepaling die het voorleggen van een voor eensluidend verklaard afschrift verplicht ten aanzien van de in § 1 vermelde diensten, instellingen en rechtspersonen, op (te) heffen en (te) vervangen door een bepaling die de inhoud van de §§ 1 tot en met 3 overneemt".

Hoewel de termijn van 24 maanden is verstreken, behoudt de Koning de mogelijkheid om koninklijke besluiten te wijzigen. De termijn vastgesteld in het voormelde artikel 508, § 4, kan immers alleen betrekking hebben op de mogelijkheid die de Koning wordt geboden om wetsbepalingen te wijzigen. De wetgever zou de Koning immers niet kunnen verbieden koninklijke besluiten te wijzigen eenmaal een bepaalde termijn is verstreken.

⁽¹⁾ Aangezien artikel 508 van de programmawet (I) van 22 december 2003, krachtens paragraaf 5 ervan, in werking is getreden op 31 maart 2004.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 508, § 1, van de programmawet (I) van 22 december 2003 bepaalt :

"Aan alle wettelijke of reglementaire verplichtingen om een voor eensluidend verklaard afschrift voor te leggen aan federale overheidsdiensten, programmatorische federale overheidsdiensten, openbare instellingen die ervan afhangen, federale instellingen van openbaar nut en federale rechtspersonen naar publiek recht, is voldaan door het overhandigen van een kopie van het originele document."

De paragrafen 1 en 2 van datzelfde artikel organiseren bovendien de procedure die door de betrokken overheden moet worden gevolgd in geval van gegronde twijfel over de echtheid van het afschrift van het oorspronkelijke stuk : onmiddellijk verzoek om opheldering aan degene die het stuk heeft afgegeven; in voorkomend geval verzoek aan de persoon wie het stuk aanbelangt om het origineel van dat stuk te bezorgen; schorsing van de procedure in afwachting van het toezenden van dat origineel stuk.

Aldus opgevat is de nieuwe procedure voor "administratieve vereenvoudiging" waarin artikel 508 van de programmawet (I) van 22 december 2003 voorziet, kennelijk niet bestemd om te worden toegepast op de specifieke procedureregels vastgesteld in verscheidene koninklijke besluiten waarin de procedures worden vastgesteld die moeten worden gevolgd in geval van beroep bij de afdeling administratie van de Raad van State ⁽²⁾, in zoverre die specifieke regels voorzien in het overleggen van een bepaald aantal "eensluidend verklaarde" afschriften van het verzoekschrift, de

⁽²⁾ Ze is evenmin bestemd om te worden toegepast op de specifieke procedureregels die moeten worden gevolgd voor de gewone hoven en rechtbanken of voor het Arbitragehof (zie onder meer artikel 83 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof dat voorschrijft dat bij elk verzoekschrift of elke memorie die wordt ingediend bij het Arbitragehof, tien afschriften moeten worden gevoegd die door de ondertekenaar van het verzoekschrift of van de memorie eensluidend zijn verklaard).

memorie, de nota met opmerkingen of elk processtuk bij de afdeling administratie van de Raad van State ⁽³⁾.

Niets in de parlementaire voorbereiding van de programmawet (I) van 22 december 2003 wijst er immers op dat men ervan uit kan gaan dat zulks de bedoeling is geweest van de wetgever ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾. Dit geldt des te meer daar de procedure waarin artikel 508, §§ 1 en 2, van de programmawet (I) van 22 december 2003 voorziet, in dat geval had moeten worden goedgekeurd volgens de procedure van het volledige bicameralisme van artikel 77 van de Grondwet, doordat zij tot gevolg had de gecoördineerde wetten op de Raad van State aan te vullen.

⁽³⁾ Zelfs indien bepaalde bijzondere procedureregelingen verwijzen naar het begrip "eensluidend verklaarde afschriften" moet dit vereiste desalniettemin zo worden begrepen dat het aan de ondertekenaar van het verzoekschrift, de memorie, de nota met opmerkingen of elk ander processtuk staat elk afschrift dat hij indient met toepassing van de procedureregeling die op hem van toepassing is, "eensluidend te verklaren met het origineel". Deze precisering wordt trouwens uitdrukkelijk aangebracht bij artikel 85 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State (zie eveneens artikel 9, § 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit van 5 februari 1993 houdende diverse bepalingen tot uitvoering van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet). Deze specifieke procedureregeling heeft dus totaal niets uit te staan met het begrip "eensluidend verklaard", waarvan sprake is in artikel 508 van de programmawet (I) van 22 december 2003, in de zin waarin dit begrip gedefinieerd kan worden "als de handeling waarbij een officiële stempel of kenteken wordt aangebracht op de kopie van een origineel stuk waardoor deze kopie dezelfde waarde krijgt als het origineel." (Gedr. St., Kamer, Doc, 51 0473/025, blz. 15).

⁽⁴⁾ Volgens de passage in de memorie van toelichting die gewijd wordt aan het ontworpen artikel 442, dat artikel 508 van de programmawet (I) van 22 december 2003 is geworden, is het duidelijk de bedoeling geweest van de wetgever te bepalen "dat de verplichting om documenten eensluidend te laten verklaren door een gemeentebestuur voor de federale overheid definitief wordt afgeschaft. Door deze afschaffing worden immers maar liefst per jaar 660 000 verplaatsingen naar en van de Belgische gemeentehuizen uitgespaard." (Gedr. St. Kamer, DOC 51 0473/001-0474/001, blz. 237).

⁽⁵⁾ Daarom heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State over dat punt geen enkele opmerking geformuleerd in haar advies 36.080/1/2/3/4, gegeven op 7 en 12 november 2003, over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de programmawet (I) van 22 december 2003 (Gedr. St., Kamer, DOC 51 0473/001-0474/001).

Daaruit volgt dat artikel 508, § 1, van de programmawet (I) van 22 december 2003 niet de impliciete opheffing tot gevolg heeft gehad van de specifieke procedureregels voor de afdeling administratie van de Raad van State, die voorzien in het overleggen van een bepaald aantal "eensluidend verklaarde" stukken door degene die het origineel van het verzoekschrift, de memorie, de nota met opmerkingen of elk ander processtuk heeft ondertekend. Er is dus geen reden om op grond van deze bepaling het koninklijk besluit van 28 oktober 1994, waarnaar in artikel 4 van het ontwerpbesluit wordt verwezen, te wijzigen. Dit artikel moet bijgevolg vervallen.

Mocht het bovendien in de bedoeling liggen van de steller van het ontwerpbesluit om in het kader van de procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State de verplichting te willen afschaffen die op de ondertekenaar rust om de afschriften die hij moet indienen eensluidend te verklaren, dan zouden alle koninklijke procedurebesluiten moeten worden gewijzigd, steunend op de specifiek daartoe bestemde door de wet verleende machtigingen, ofwel bij de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ofwel bij bijzondere wetten.

2. Volgens het opschrift strekt het ontwerpbesluit ertoe alle koninklijke besluiten ⁽⁶⁾ te wijzigen waarvan de uitvoering ressorteert onder de bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Zaken en die thans voorzien in de verplichting om een door het gemeentebestuur eensluidend verklaard afschrift over te leggen.

Gelet op algemene opmerking 1 zou dit alleen betrekking hebben op de twee koninklijke besluiten vermeld in de artikelen 2 en 3 van het ontworpen besluit.

De steller van het ontwerpbesluit dient zich ervan te vergewissen dat zodoende alle koninklijke besluiten die onder zijn bevoegdheid vallen, worden gewijzigd; de Raad van State heeft dit binnen de hem toegekende termijn niet kunnen nagaan.

⁽⁶⁾ "De" koninklijke besluiten behorende tot (...).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid behoeft, om de in de voorafgaande opmerking vermelde reden, niet te worden verwezen naar artikel 508 van de programmawet (I) van 22 december 2003. In de aanhef behoren daarentegen de bepalingen te worden vermeld die de rechtsgrond vormen van de gewijzigde koninklijke besluiten.

2. In het tweede lid dient te worden gepreciseerd dat artikel 18 vervangen is bij het koninklijk besluit van 8 november 1988.

3. Gelet op algemene opmerking 1, moet het vierde lid vervallen.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 is identiek aan de paragrafen 1 tot 3 van artikel 508 van de programmawet van 28 december 2003.

Het moet bijgevolg vervallen.

Er kan immers niet worden aanvaard dat eenzelfde regel zowel voorkomt in een wet als in een koninklijk besluit. Een zodanige werkwijze zou het namelijk mogelijk maken de wet impliciet te wijzigen door het koninklijk besluit te wijzigen.

Bovendien is de voormelde paragraaf 4 van artikel 508, om de in de voorafgaande opmerking vermelde reden, niet meer van toepassing.

Het volstaat dus in de verschillende koninklijke besluiten het vereiste om een eensluidend verklaard afschrift over te leggen, te vervangen door het vereiste om een

.../...

gewone kopie over te leggen, zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State erop heeft gewezen in advies 39.381/4, gegeven op 7 december 2005 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 22 maart 2006 tot afschaffing van de verplichting tot het voorleggen van een eensluidend verklaard afschrift in de koninklijke besluiten behorende tot de beleidsdomeinen mobiliteit en vervoer :

"(...) Het genoemde artikel 508 vindt (...) rechtstreeks toepassing in geval van twijfel over de bewijskracht van het overgelegde document. Omtrent de horizontale toepassing van de bepalingen van de paragrafen 1 tot 3 van het voornoemde artikel 508 bestaat geen twijfel en hierdoor hoeven ze niet meer te worden overgenomen in de besluiten die gewijzigd zijn overeenkomstig de duidelijke wil van de wetgever ⁽¹⁾, met dien verstande dat het niet overnemen ervan, ondanks de verplichting daartoe opgelegd in paragraaf 4 van hetzelfde artikel, niet kan worden geïnterpreteerd als een vrijstelling van de uitvoering van de wet, zodra in de besluiten de wijzigingen zijn aangebracht."

Artikel 2

Men schrijve :

"In artikel 18, § 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1987 tot uitvoering van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, vervangen bij het koninklijk besluit van 8 november 1988, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in onderdeel 2° worden de woorden "met het origineel voor eensluidend verklaard afschrift" vervangen door het woord "kopie";
- 2° in onderdeel 3° worden de woorden "voor eensluidend verklaard afschrift" vervangen door het woord "kopie".

Artikel 3

In de Franse versie zijn het de woorden "photocopie certifiée conforme" (en niet "copie certifiée conforme") die moeten worden vervangen.

.../...

Artikel 4

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1. Dit artikel moet bijgevolg vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS